AVOCATS SANS FRONTIERES
France
Là où la défense n'a plus la parole

CALSDH

Profil de poste
Logisticien

Projet IMPLICation et participation des acteurs pour la protection des droits des personnes privées de liberté (Haïti)

DESCRIPTION DES ORGANISATIONS

Avocats Sans Frontières France (ASF France) est une association de solidarité internationale régie par la loi française du 1er juillet 1901. Elle a pour mission de :

- Favoriser l'accès au droit et à une justice équitable pour les personnes vulnérables éloignées de celle-ci, détenues arbitrairement ou torturées
- Défendre toute personne privée d'une défense libre et indépendante ainsi que les défenseurs des droits de l'Homme menacés ou violentés dans l'exercice de leur fonction
- Renforcer la capacité d'agir et l'autonomie des acteurs locaux de la défense et de la promotion des droits de l'Homme (société civile et acteurs du système judiciaire).

Le **Collectif d'Avocat-es Spécialisé-es en Litige stratégique des Droits Humains (CALSDH)** œuvre en faveur d'une meilleure protection des droits humains en Haïti, notamment ceux des femmes, mineur(e)s et des autres personnes en situation de vulnérabilité. Des cas emblématiques de violations de droits humains sont judiciarisés par le Collectif et peuvent progresser au sein des juridictions nationales, régionales et/ou internationales. Le CALSDH a pour objectif de contribuer dans la lutte en faveur d'un égal accès à la justice à toutes- tous sans discrimination aucune et contre l'impunité. Le litige stratégique est utilisé comme moyen pour atteindre son objectif. Par la judiciarisation des cas emblématiques et ses stratégies de défense intégrale des droits de la personne, le Collectif envisage d'apporter sa contribution dans la lutte pour le changement des comportements des acteurs-actrices du système judiciaire et des dirigeant.es étatiques haïtien.nes.

CONTEXTE DE LA MISSION

Avec un taux d'occupation de 358% en 2017, soit 1,43 mètre carré par prisonnier, la problématique de la surpopulation carcérale est criante en Haïti. Selon le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'Homme, la surpopulation est principalement due au nombre élevé d'arrestations arbitraires et au recours fréquent à la détention préventive. Le 28 janvier 2021, le Réseau national de défense des droits humains (RNDDH) a recensé 10 625 hommes incarcérés sur tout le territoire national. 1 743 de ces détenus étaient condamnés alors que 8 822 d'entre eux étaient en détention préventive prolongée. Celle-ci représentait au 1er juin 2021, 82% des détenus. Cependant, dans les dernières années, des efforts ont été démontrés à travers la ratification de conventions et traités internationaux sur les droits des détenus, l'adoption de lois progressistes concernant les conditions de détention, et l'adoption par décret présidentiel d'un nouveau code pénal et d'un nouveau code de procédure pénal devant entrer en vigueur en juin 2022.

Haïti a connu plusieurs périodes d'instabilité socio-politique qui ont conduit au blocage de l'ensemble du pays. Le fonctionnement du tribunal de Première Instance de Port-au-Prince est particulièrement impacté étant fréquemment l'objet de manifestations ou d'interventions de bandits armés à proximité. Plusieurs autres tribunaux dans d'autres juridictions sont aussi inaccessibles en raison du contexte d'insécurité généralisée dans le pays. Des grèves à répétition de nombreux acteurs du système judiciaire perturbent également le bon fonctionnement du système judiciaire.

Ainsi, les principaux problèmes identifiés sont non seulement le **manque de protection et de défense des droits civils et politiques des personnes privées de liberté,** l'inaccessibilité quasi-totale à la Justice, le **manque de moyens** pour exprimer la violation de leurs droits, mais également l'aggravation des **conditions macabres de détention en Haïti.**

Le Projet IMPLIC est en ce sens mis en place par Avocats Sans Frontières France et ses partenaires, notamment le Collectif d'Avocat-es Spécialisé-es en Litige stratégique de Droits Humains (CALSDH) en vue d'apporter certaines réponses aux différents problèmes identifiés en milieu carcéral haïtien.

DESCRIPTION DU POSTE

Basé à Port-au-Prince, le logisticien/ la logisticienne travaillera sous la responsabilité du chef de projet et du Responsable financier à la bonne réalisation des activités du projet, au suivi technique et logistique.

1. Responsable Logistique

1.1 Responsabilités / Tâches :

- Prendre contact avec le personnel des 4 centres carcéraux concernés par le projet pour cadrer l'activité ;
- Identifier les besoins en termes d'aide humanitaire dans les 4 centres carcéraux concernés par le projet ;
- Entretenir et acheminer (distribuer) des kits d'aide humanitaire pour répondre au besoin de première nécessité des détenu.es dans les 4 centres carcéraux concernés par le projet ;
- Assurer l'effectivité de l'enregistrement, de la traçabilité (suivi via les fichiers mis en place) et de l'état des stocks et produits ;
- Assurer le respect de la politique d'acquisition mise en place par ASF France et CALSDH ;
- Assurer les inventaires périodiques et détaillés ;
- Assurer la gestion efficace des stocks (vérification de qualité, par exemple) et lieu d'entreposage selon les normes établies par les partenaires du projet (maintien des fiches de stock à jour) ;
- Documenter toutes les entrées et sorties de stocks, ainsi que la documentation ad hoc et les états de stock par une documentation maintenue et détaillée ;
- Faire des vérifications régulières des tâches nécessaires à la gestion et au contenu de l'entrepôt, en s'assurant de la concordance avec les procédures d'ASF France et du CALSDH ;
- Participer dans la mise en place des mécanismes d'acquisition importants ou urgents ;
- Établir et mettre à jour la base de données des fournisseurs locaux, en précisant les rapports couts- qualité etc. ;
- Assurer une gestion saine et équitable des produits destinés aux détenu.es;
- Vérifier les contrats d'entretien et/ou de service ;
- Participer dans la rédaction d'appels d'offres ;
- Organiser des inventaires de stock mensuels ;
- Participer dans la gestion efficace des itinéraires du chauffeur et du personnel du projet ;
- Assurer l'entretien du véhicule du projet ou de location via des maintenances

correctement programmées ;

- Veiller à une bonne coordination entre les demandes (besoins) et les disponibilités ;
- Accomplir toute autres tâches requises par le chef de projet, l'administration et ou la direction du CALSDH;
- Assurer toutes autres tâches connexes selon les besoins du projet.

2. <u>Gestion administrative et financière</u>

- Gérer et organiser l'archivage, la tenue et la sécurisation des données en lien avec l'approvisionnement et la distribution des biens ;
- Organiser la logistique pour la mise en place des activités et des missions ;
- Rédiger et préparer les rapports mensuels et définitif de gestion ;
- Appuyer la mise en œuvre des procédures d'acquisition de biens et services ;
- Appuyer le Responsable financier dans les suivis budgétaires.

3. <u>Sécurité et logistique</u>

- Analyser le contexte et transmettre les informations au chef de projet ;
- Appuyer le chef de projet dans l'évaluation des risques et menaces liés à la mise en œuvredes activités ;
- Appuyer l'exécution des procédures réquisition, d'achat et gestion de stock.

PROFIL RECHERCHÉ

1. <u>Formation</u>

- Bac + 2 (Logistique, Achat & approvisionnement, Gestion de stock, administration, commerce, comptabilité ou autres domaines connexes)

2. <u>Expériences</u>

- Expérience de 2 ans minimum en logistique et gestion de stock et/ou sur des activités de renforcement de l'État de droit ou de logistique de projets liés au secteur des droits humains ;
- Expérience de travail avec les bailleurs de fonds internationaux, un ATOUT ;
- Bonne connaissance de la coopération internationale et des mécanismes de gestion de l'Union Européenne.

3. <u>Compétences</u>

- Connaissance des problématiques liées au milieu carcéral, à la situation des personnes privées de liberté et du renforcement de l'État de droit en Haïti ;
- Excellentes capacités rédactionnelles et d'analyse ;
- Maîtrise des outils de monitoring ;
- Maîtrise des outils de suivi budgétaire et l'enregistrement des informations financières
- Maîtrise des logiciels comptables et de Pack Office indispensable (Word, Excel, Power Point, Publisher, InternetExplorer) ;
- Connaissances des enjeux sécuritaire en Haïti.
- Maîtrise écrite et orale du français.

AVOCATS SANS FRONTIERES
France
Là où la défense n'a plus la parole

CALSDH

CONDITIONS DE TRAVAIL

- Contrat à durée déterminée régi par le droit haïtien ;
- Rémunération selon le profil et l'expérience ;
- Durée du contrat : 3 mois non-renouvelables
- Prise de fonction : Immédiatement
- Lieu d'affectation : Port-au-Prince, missions prévues dans d'autres localités

Comment postuler

- Envoyer CV + lettre de motivation et trois personnes de référence au plus tard le vendredi 29 septembre 2023 avant 11h59 pm, aux mails suivants : recrutements@avocatssansfrontieres-france.org et ressourceshumainescalsdh@gmail.com en mentionnant dans l'objet : Responsable logistique IMPLIC.

N.B. Les candidatures féminines sont vivement encouragées.